

Discours du Président

AG de l'AES, le 7 mai 2015, à Soleure Kurt Rohrbach, Président de l'AES

AVIS : Le discours prononcé fait foi.

Mesdames, Messieurs,

Que vous soyez représentants de nos entreprises membres, journalistes, invités ou organisateurs, je me réjouis de vous accueillir à l'Assemblée générale de l'AES. Je vous remercie de l'intérêt que vous portez à l'association et de votre participation.

En tant qu'association de branche, nous couvrons tous les thèmes qui concernent l'approvisionnement en électricité, de la production à la consommation, sans oublier la distribution – qu'il s'agisse du tiers d'électricité destiné aux clients privés ou des deux tiers qui reviennent aux entreprises. Nos activités comprennent aussi bien des interventions à l'échelle locale – élaboration de recommandations techniques, formation de spécialistes, organisation de cours – que des thématiques relatives à l'agenda politique national et au réseau international. Il est donc essentiel que nous gardions, malgré l'envergure de notre engagement, une vue d'ensemble des évolutions mondiales, d'une part, et du système (énergétique) global en Suisse, d'autre part. Ce point de vue général constitue d'ailleurs notre principale préoccupation dans le cadre du débat qui nous anime aujourd'hui.

Permettez-moi de dresser un parallèle entre la situation actuelle de notre branche et les travaux de rénovation du Musée de l'Ancien Arsenal de Soleure, la ville qui nous accueille aujourd'hui. La rénovation de ce bâtiment vieux de 400 ans, qui se trouve près de la «Konzertsaal» dans laquelle se déroule notre Assemblée générale, s'annonce délicate. En effet, outre la résolution des problèmes de statique existants, il s'agit de procéder parallèlement à l'intégration d'une cage de béton à l'intérieur de la structure afin d'aménager un nouvel escalier et un ascenseur. Il convient d'une part de préserver ce bien culturel unique et de respecter sa valeur, et d'autre part, de trouver des solutions conformes à toutes les exigences administratives mais permettant également une exploitation moderne du musée dans l'avenir.

La refonte de notre système énergétique et la convergence des réseaux énergétiques sont tout aussi complexes et posent un défi d'une ampleur comparable. Prenons l'exemple de la force hydraulique suisse qui, avec une part de près de 60% dans la production, représente le pilier renouvelable de notre approvisionnement en électricité: compte tenu du subventionnement quasi illimité des énergies éolienne et solaire en Allemagne, qui provoque une distorsion du marché, elle ne peut plus assumer le rôle qu'elle a joué avec succès pendant de nombreuses années. Au lieu de cela, il faut maintenant la «stabiliser» à grand renfort de mesures ad hoc. Elle continuera de représenter une part importante dans la production d'électricité – je dirais même plus: sans elle, la Stratégie énergétique 2050 restera lettre morte! Avant d'aborder cette refonte, nous devons nous assurer de la solidité de la structure à préserver. Sans cela, nous pouvons oublier l'idée même de transformation. Or, au moins une différence capitale nous distingue du

Musée de l'Ancien Arsenal: impossible pour nous d'afficher à l'entrée un panneau «Coupure temporaire d'électricité pour cause de rénovation».

Et pour pousser encore un peu plus loin la comparaison et augmenter légèrement la difficulté, nous pouvons tout à fait nous représenter une querelle avec les musées avoisinants, qui ne veulent plus d'une commercialisation commune de billets d'entrée toujours moins chers, refusent un accord et – pourrait-il en être autrement? – ne cessent de changer les prescriptions architecturales pendant la phase de construction.

Dans le cadre d'une rénovation, il serait quasiment impossible de venir à bout d'une situation aussi complexe. Et pourtant, c'est déjà presque le lot quotidien des entreprises d'approvisionnement en électricité.

Mais prenons les choses dans l'ordre et revenons d'abord sur la Stratégie énergétique 2050:

En matière de force hydraulique également, il convient de stabiliser la structure existante et de préserver la solidité. Nous restons ouverts quant à la forme concrète que doit prendre ce processus, mais il serait irresponsable de mettre en péril la colonne vertébrale de l'approvisionnement électrique suisse et de ne pas consolider cet élément de la production d'électricité helvétique, qui est pourtant le mieux accepté par l'ensemble de la population. Cette tâche relativement urgente est la base de notre avenir.

Les thèmes comme l'incitation aux nouveaux investissements dans la force hydraulique, le développement des nouvelles énergies renouvelables ou l'efficacité ne sont que secondaires dans notre ordre de priorités: bien qu'essentiels, ils s'avèrent moins urgents. Toutefois, ils restent suffisamment importants pour que l'AES ait par exemple déjà contribué de façon substantielle à l'efficacité énergétique, grâce à son modèle de marché dédié et à la formation professionnelle. Cette approche a non seulement fait ses preuves dans la pratique, mais elle se concentre également sur l'énergie globale tout en respectant le principe de causalité.

Toutes les questions relatives à l'approche en matière d'énergie nucléaire, aux importations ou à l'organisation de la RPC relèguent légèrement au second plan l'obligation de repenser le marché de l'électricité de telle ou telle manière. Certes, la provenance future de notre énergie électrique influe de façon considérable sur sa forme concrète, mais elle ne remet pas en question la nécessité d'une refonte. Il est grand temps d'enterrer définitivement l'espoir de se réveiller un beau matin et de retrouver la même situation qu'auparavant. Avec le potentiel quasi illimité de données pouvant être mises à disposition en ligne, les possibilités dites «smart» ouvrent à elles seules la voie à des approches et à des modèles commerciaux totalement novateurs en matière de fourniture d'électricité et de services. Au niveau des clients, des besoins inédits voient le jour, de nouveaux acteurs émergent, des possibilités de combinaison de produits insoupçonnées apparaissent, créant ainsi de nombreux défis pour les producteurs, les distributeurs, les gestionnaires de réseau, mais aussi pour le législateur et les régulateurs, dont l'intervention doit se limiter au strict nécessaire.

Si l'informatique offre des perspectives originales du côté du client, elle présente également l'avantage de simplifier en principe l'intégration d'une production décentralisée et potentiellement aléatoire à un système existant reposant sur la production, les besoins et le stockage. Il s'agit là d'une préoccupation plutôt complexe, qui nécessite non seulement des compétences techniques, mais doit aussi reposer sur une approche systémique, et ce en vertu de la sécurité d'approvisionnement.

Outre cet aspect, la convergence des réseaux joue également un rôle de plus en plus important, ce qui n'est toutefois pas encore suffisamment pris en compte dans la Stratégie énergétique 2050. Malgré son nom

général, le modèle continue de susciter des controverses avant tout au sujet de l'électricité. La convergence croissante des réseaux impose à plus forte raison un changement de perspective. Il est indispensable d'adopter un point de vue global. Dans le cadre de la convergence, on ne saurait se contenter de miser sur une réduction de la consommation d'électricité: bien au-delà, il s'agit de réduire notre impact global, et notamment d'optimiser l'exploitation des ressources. (Entre parenthèses: même l'Initiative efficacité électrique, sur laquelle le Conseil national vient de statuer en session spéciale, a formulé un objectif qui ne mène pas à une diminution mais à un déplacement des ressources utilisées.)

Pour adopter une approche globale, une stratégie énergétique doit inclure, en plus de la production, le réseau et le stockage. Or, ces deux aspects sont absents du premier paquet de mesures de la Stratégie énergétique 2050. Pour rester positif, on peut néanmoins se féliciter qu'une stratégie réseaux ait au moins été soumise à consultation, permettant ainsi une éventuelle coordination des deux projets de loi. Par ailleurs, Swissgrid a maintenant communiqué ses plans de développement pour 2025, fixant des priorités claires et se consacrant à un nombre raisonnable de projets, en vertu du principe de la concentration des forces. Son modèle, qui se base sur divers scénarios d'évolution, est tellement rattaché à la Stratégie énergétique 2050 qu'une mise en œuvre et un développement parallèles sont incontournables. Il nous reste toutefois encore à analyser la portée pour les réseaux de distribution – et le cas échéant, à adapter nos calculs dans les Scénarios pour l'approvisionnement électrique du futur (Perspectives 2012).

Tant l'extension du réseau très haute tension que le succès ou l'échec de la Stratégie énergétique 2050 ne peuvent être appréciés de façon totalement indépendante du développement de l'insertion dans le marché européen. Un approvisionnement fiable et finançable repose notamment sur une bonne intégration et un échange d'énergie transfrontalier le plus libre possible: ce fait n'est pas nouveau et l'expérience en apporte la preuve depuis longtemps. C'est pourquoi nous sommes inquiets des dernières évolutions dans ce contexte. Lorsque l'on entend évaluer les conséquences d'une non-réalisation de l'intégration, on se trouve face à un problème trompeur – ou séduisant si l'on refuse tout accord – car il n'y a guère d'effets à court terme pour les deux parties. Certes, la Suisse continue de faire partie du réseau européen du point de vue physique, l'échange d'électricité est possible, les transits via notre territoire ont lieu. Mais les règles ont changé. L'échange au sein des marchés couplés devient plus simple et plus rapide. Si la Suisse est reliée physiquement, elle n'est pas «couplée» au marché. Elle est exclue du cercle des optimisations. A cela s'ajoute le fait que, bien qu'à l'origine de ce regroupement, elle ne peut pas participer à la définition des règles. Cette situation est préjudiciable d'un côté comme de l'autre, car la compétence de nos représentants est réellement recherchée et estimée. Il n'est donc pas étonnant que nos collègues d'eurelectric – l'AES européenne pour ainsi dire –, mais également les commissaires compétents de l'UE, Messieurs Oettinger et Cañete, se soient prononcés en faveur d'une collaboration avec la Suisse.

Que faire alors? L'accord sur l'électricité couvre encore d'autres domaines que le market coupling, comme l'évolution des nouvelles énergies renouvelables, l'ouverture du marché, les aides, etc. Dans un premier temps, il est nécessaire d'apaiser la situation et de ne pas remuer le couteau dans la plaie. Il convient de chercher des solutions plutôt sur un plan technique, sans précipitation, en faisant preuve du sang-froid qui s'impose et en se concentrant sur l'intégration. Les entreprises suisses gardent tout de même accès à la bourse de l'électricité, nos voisins ne peuvent guère renoncer à l'intégration physique et aux transits via la Suisse et la flexibilité de la force hydraulique renouvelable correspond à un besoin. Il faut tirer profit de ces éléments.

Dans ce contexte, nous ne devons pas oublier qu'un échange dynamique se poursuit également avec nos voisins directs. Ainsi, la question de l'introduction par l'Allemagne de marchés dits «de capacités» pour

assurer la sécurité d’approvisionnement dans le cadre d’une augmentation de l’injection stochastique d’énergie éolienne et solaire s’avère essentielle pour notre force hydraulique. En la matière, le positionnement et l’influence revêtent une importance particulière et doivent être exercés indépendamment d’un quelconque accord sur l’électricité. Nous sommes donc heureux d’opérer ce processus ensemble – c’est-à-dire avec l’OFEN, l’Elcom, swissgrid et swisselectric – et de pouvoir nous soutenir mutuellement.

En ce qui concerne l’intégration à l’approvisionnement mondial, la question du climat continue d’occuper le devant de la scène. Les Européens, Allemagne en tête, qui comptaient parmi les meilleurs élèves en matière de limitation des rejets de CO₂, sont en perte de vitesse croissante et voient régulièrement leurs bilans carbone se dégrader. Le charbon bon marché ne joue en effet pas en faveur d’une réduction des émissions. En revanche, le boom de la fracturation hydraulique permet aux Etats-Unis non seulement de bénéficier de prix de l’énergie bas et d’acquérir une quasi indépendance énergétique, mais également de se racheter une conduite en termes de CO₂. Dans le contexte du débat sur le climat, la force hydraulique renouvelable suisse continue de jouir d’un environnement sain du fait de sa durabilité. Il est donc judicieux de rester dans la course. Nous verrons dans quelle mesure la conférence qui se déroulera à l’automne prochain à Paris engagera un tournant pour le climat. Si le fossé entre pays industriels et pays émergents est grand, il se peut tout à fait qu’il évolue du fait des développements mentionnés et que de nouvelles coalitions se nouent, faisant ainsi peser une certaine pression sur les acteurs européens.

Mais revenons à l’AES. Une branche qui couvre tous les aspects, de la production à la consommation, représente une voix importante que la sphère politique et les autorités doivent écouter si elles ne veulent pas être rattrapées par la réalité lors de la mise en œuvre. L’AES est donc également parvenue, dans le cadre du débat relatif à la Stratégie énergétique 2050, à se positionner et à être perçue comme un interlocuteur compétent et crédible grâce à ses propositions et à ses requêtes constructives. Mais cette polyvalence présente un inconvénient: il n’est pas toujours aisé de former une opinion interne à l’association et d’entretenir les plateformes communes qui en constituent la base. Par le passé, nous avons réussi à nous entendre sur une position unanime dans la plupart des cas – à quelques exceptions près, que les médias se sont empressés de relayer. Dans une association de branche, tout repose sur l’équilibre des forces et des positions des divers intérêts particuliers. Il s’agit d’un échange de bons procédés. En tant que branche, nous ne pouvons donc jouer de rôle majeur que si nous sommes en mesure de regrouper nos intérêts. C’est pour nous la seule façon de nous faire entendre d’une seule voix, aussi controversés qu’aient pu être les débats internes par le passé. Tout morcellement ne fera qu’affaiblir notre vigueur. Or, nous avons tous conscience que ce défi est de plus en plus ardu.

Je remercie tous ceux qui ont continué de nous faire confiance également dans les périodes difficiles pour préserver cette plateforme commune. Il faudra rester enclin à faire des compromis dans le cadre du débat politique. Votre engagement au sein de l’association n’en sera que plus précieux, que ce soit au sein du comité, des commissions ou des groupes de travail, c’est pourquoi je vous remercie aussi à ce titre, de même que les bureaux d’Aarau, de Lausanne et de Berne. Quant à l’équipe emmenée par son directeur, Michael Frank, elle a su gérer les préoccupations de la branche de l’électricité en faisant preuve d’anticipation et de professionnalisme également au cours de l’année passée, malgré l’accroissement du volume et de la complexité des affaires.

Je vous remercie de votre attention.